

Pays : Lituanie

Commission : Recherche et technologie

Problématique : Comment l'Europe de la technologie et des sciences peut être une réponse pour surmonter les conséquences du changement climatique ?

La Lituanie est une République parlementaire membre de l'Union Européenne depuis 2004. Le gouvernement lituanien est constitué de 14 ministères et d'un premier ministre qui exerce la charge de chef d'État. Ce dernier est désigné par le Président et confirmé par le Parlement lituanien, le Seimas. Actuellement le gouvernement est dirigé par Ingrida Simonytė du parti "Union de la Patrie-Chrétiens-démocrates Lituniens" de centre droite et d'idéologie libérale et conservatrice.

L'Union Européenne est engagée depuis de nombreuses années dans des actions afin de protéger l'environnement et essayer ainsi de réverter dans la mesure du possible le changement climatique. Nous pouvons notamment voir son engagement à travers l'Horizon 2020 green deal qui est un financement pour favoriser les recherches scientifiques en Europe, ou l'European green deal qui est un pacte avec un ensemble de mesures éco-responsables. Pour aider les gouvernements à adopter et favoriser ces mesures, l'Union Européenne a créé le "Just transition mechanism", un fond économique qui sert de soutien aux différents pays européens et qui est réparti entre ces derniers. Notamment après le COVID, nous nous rendons compte que protéger la planète, et faire face au changement climatique doivent être des priorités à niveau global. C'est pour cela que la manière dont l'Europe de la recherche et des sciences va répondre pour surmonter les conséquences du changement climatique est essentielle.

D'une part, le gouvernement de la Lituanie s'est engagé depuis quelques années contre le changement climatique en fixant des objectifs à court (2020), moyen (2030-2040) et long terme (2050) pour alléger le changement climatique mais aussi pour s'adapter aux conséquences de ce dernier. Il s'est fixé comme objectifs d'améliorer le rendement énergétique au moins de 32,5% et augmenter la participation d'énergie de sources renouvelables à 32% pour 2030. C'est d'ailleurs un pays qui depuis leur indépendance en 1990 a réussi à réduire de 58% leur gaz à effet de serre. Du fait que la Lituanie est déjà très engagée avec l'environnement, son président aimerait même que l'UE ait des objectifs plus ambitieux à ce sujet, par exemple fixer la réduction des gaz à effet de serre à 50% pour 2030. Le pays a en plus signé le Horizon 2020 Green deal qui sert à financer les recherches scientifiques européennes. Ils ont bénéficié au total de 83,48 millions d'euros pour les projets innovants lituaniens. Le pays a même créé une commission, la mission Nationale du changement climatique pour s'assurer que le pacte de Paris, celui de Kyoto, la convention de l'ONU pour le changement climatique ou l'amendement de Doha se respectent.

De plus, la Lituanie a créé "the strategy for national climate change management policy 2019-2050", dans laquelle on présente les nouvelles stratégies à mener pour atteindre les objectifs du pays. Des mesures telles que des incitatifs et des obligations pour favoriser le transport public et les véhicules "propres" mais aussi pour développer le secteur des biocarburants et des trains électriques. Dû aux conditions climatiques lituaniennes, le fait de bien pouvoir chauffer sa population est impensable, mais le pays cherche à en créer un réseau qui puisse munir la population du chauffage nécessaire tout en respectant l'environnement grâce à un réseau d'énergie verte produite à niveau local. Cette énergie serait produite par des panneaux solaires mais aussi par le surplus d'énergie thermique issu des résidus. Plus spécifiquement dans le domaine de la recherche le pays est un innovateur modéré puisqu'il se situe le 21ème des 28 pays de l'UE dans le ranking de R&I intensity. Dans ce type de projets il collabore surtout avec l'Allemagne, la France et l'Italie.

D'autre part, ils sont aussi favorables au "European Green deal" qui a comme objectif de faire que l'Europe ait une économie climato-neutre pour 2050. Cependant, le gouvernement demande plus d'aides à l'Union Européenne pour pouvoir atteindre les objectifs de cet accord. Cette dernière a

déjà mis en place un fond pour soutenir économiquement les pays européens dans leur transition: "Just Transition Fund". Celui-ci est réparti entre les pays européens en fonction de leur niveau d'affectation par la transition vers une économie bas en carbone. Selon les calculs du gouvernement en 2019, le pays aurait besoin de 14 mil millions d'euros pour atteindre les objectifs de l'accord européen en 2030 et de 41 mil millions pour 2050.

En conclusion, la Lituanie sera favorable à toute mesure favorisant la lutte contre le changement climatique et ses conséquences à travers la recherche et les innovations à condition qu'une aide économique soutienne le pays pour atteindre les objectifs établis et sa transition.